

PARENTS, ensemble sauvons l'École Publique !

Par son intransigeance, son refus d'ouvrir une vraie négociation sur les revendications que nous portons bien souvent ensemble depuis plusieurs semaines, le gouvernement porte seul la responsabilité d'un conflit qui dure.

600 000 personnes dans les rues de Paris ce 25 mai, plus de 100 000 en province, dont 12 000 à Montpellier, ont exprimé leur rejet des pseudo-réformes gouvernementales tant en matière d'éducation que de retraites. Et le gouvernement ose nous accuser de mener une campagne de désinformation quant à ses projets : l'Education nationale ne serait pas menacée, la réforme des retraites serait là pour sauver le régime par répartition.

15 millions d'euros prélevés sur les deniers publics pour financer une campagne mensongère !
L'avons-nous inventé ?

La maternelle menacée

- oui ou non les crèches pourront-elles accueillir les enfants jusqu'à l'âge de 4 ans ?
- oui ou non les Assistantes Maternelles sont-elles autorisées à accueillir un maximum de 6 enfants au lieu de trois jusqu'ici ?
- oui ou non le ministre Xavier Darcos a-t-il déclaré que l'école maternelle est un luxe ?
- oui ou non certains Inspecteurs poussent-ils à scolariser des élèves de grande section maternelle en Cours préparatoire ?

Disparition des aides-éducateurs

- oui ou non 20 000 aides-éducateurs vont-ils se retrouver au chômage en juin ?
- qui encadrera désormais certaines activités ? (informatique, BCD...)

Moins de surveillants

- 5 600 postes de surveillants n'ont-ils pas été supprimés dans les collèges et les lycées ?

Sortie de l'éducation nationale des médecins scolaires, assistantes sociales, conseillers d'orientation-psychologues, techniciens et ouvriers de services

Au total 110 000 personnes transférées aux collectivités territoriales, sans aucune garantie que leurs missions de service public seront préservées. La définition de leurs missions découlera des choix faits par ces collectivités en fonction de leurs orientations politiques. C'est l'éclatement du service public d'éducation et à terme la privatisation de certaines missions : entretien, restauration, orientation, formation...

Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux

- 500 000 emplois seront progressivement supprimés dans la Fonction publique : parmi eux, combien de personnels de l'Education nationale sont concernés ? Il y aura déjà 2 000 enseignants de moins à la rentrée 2003...

Parce que nous sommes attachés à ce bien commun qu'est l'école publique laïque, parce que nous voulons la réussite de tous nos élèves, parce qu'il s'agit d'un véritable choix de société qui engage leur avenir, nous sommes déterminés à ne pas laisser s'appliquer des mesures qui mettent ouvertement en danger cet avenir.

Ce combat, c'est aussi le vôtre. Nous devons le mener ensemble, même si nous avons conscience de la gêne et des problèmes qu'entraîne notre mouvement pour vous et pour les enfants que vous nous confiez.

Nous sommes en grève non pour défendre des privilèges mais pour dire non à la casse du service public de l'éducation.

Nous comptons sur votre compréhension et votre solidarité, ce sont de solides atouts pour imposer à Ferry et à son gouvernement l'abandon de leurs projets de régression sociale.

Les enseignants en grève